



EXEMPLE FICTIF

Démonstration fictive — exemple de format, non utilisable pour une décision.
Document de démonstration.

APERÇU DE RESTITUTION

Vérification préalable approfondie

Entité examinée : « Atelier Démo Industrie » — entité fictive, sans existence réelle.

QUESTION DE DÉCISION

Pouvons-nous référencer ce fabricant comme fournisseur principal sur un contrat de trois ans ?

SYNTHÈSE

Poursuivre sous conditions. L'existence et la direction de l'entité sont concordantes, mais l'actionnariat récent et la situation financière restent à clarifier avant signature.

Confiance globale : modérée

OBSERVATIONS ILLUSTRATIVES

THÈME	OBSERVATION	NATURE	CONFIANCE
Identité et direction	Existence et dirigeant déclarés concordants entre deux sources publiques (illustration).	Fait	Élevée
Actionnariat	Changement d'actionnaire majoritaire récent ; bénéficiaire effectif non confirmé (illustration).	Inconnue	Faible
Finances disponibles	Derniers comptes non publiés ; l'exercice précédent suggère un recul d'activité (illustration).	Inférence	Modérée
Procédures	Aucune procédure collective relevée dans les sources consultées. Cette absence ne prouve pas l'absence de risque (illustration).	Fait	Modérée
Réputation	Deux mentions dans la presse spécialisée évoquent des retards de livraison (illustration).	Fait	Modérée

INCONNUES À RÉSOUDRE

- Identité du bénéficiaire effectif après le changement d'actionnaire.
- Comptes du dernier exercice et niveau d'endettement.
- Capacité de production réelle sur les volumes envisagés.

ACTIONS PROPOSÉES

- Demander une attestation du bénéficiaire effectif et les derniers comptes.
- Prévoir une montée en volume par paliers et une clause de sortie.
- Négocier des pénalités de retard et un audit de site avant la première commande.

SOURCES

Dans un rapport réel, chaque observation renvoie au journal des sources : date de consultation, type de source et fiabilité. Aucune source n'est citée ici, car aucune investigation n'a été menée.

CADRE

Une absence de résultat public ne prouve pas l'absence de risque. Ce format ne constitue ni un audit légal ou financier réglementé, ni un avis juridique ou fiscal.